

Solidaires



Branche INRA

Notes de l' élu SUD

Conseil d'Administration INRA

13 octobre 2016

Il s'agit d'une réunion de rentrée du CA particulière à deux titres : elle est présidée pour la première fois par le nouveau PDG, Philippe Mauguin, et à son ordre du jour est annoncée la finalisation du « docdor », document d'orientation scientifique de l'INRA pour les dix années à venir...

Points d'actualité

Le nouveau PDG présente ses cinq priorités. A défaut d'un rendu exhaustif, rappel de l'objectif général : la sécurité alimentaire dans un contexte compliqué (transition écologique, énergétique et alimentaire) et des 5 axes :

- stratégie scientifique adaptée aux nouveaux défis ;
- potentiel d'innovation important à mobiliser, élargir et piloter ;
- ressources humaines et infrastructures technologiques à valoriser ;
- coopération avec enseignement supérieur à renforcer ;
- stratégie internationale à mieux affirmer

Pour le premier point (stratégie scientifique), il a introduit les trois prospectives qu'il se propose de mettre en place. Pour le potentiel d'innovation, il part du constat de l'HCERES sur le fait que l'INRA est bon dans ce domaine mais que ses stratégies d'innovation ne sont pas assez claires. Concernant les ressources humaines, rien de décoiffant... qui mérite d'être noté ! Concernant la coopération avec enseignement supérieur, il propose de clarifier la stratégie scientifique sur les grands sites qui va de la recherche au transfert avec la stratégie de l'INRA 2025, notamment lors du dialogue avec les Universités.

Pour la stratégie internationale, le précédent docdor (décodage = document d'orientation) affirmait qu'il n'y avait pas de stratégie internationale (sauf exception) et sachant que l'INRA n'est pas l'IRD, comme pour les relations avec le supérieur, il s'agit de mieux définir avec qui on va coopérer au niveau international, que ce ne soit pas que les chercheurs qui décident, que la direction donne ses priorités.

Le PDG donne ensuite son calendrier de cet automne par rapport à tous ses objectifs, y compris les rencontres avec les syndicats, ensuite un tour de France des centres, jusqu'au printemps. Il annonce également les nouvelles nominations (à la Présidence du Conseil Scientifique de l'INRA, à la Direction scientifique de l'agriculture).

Dans les échanges qui ont suivi, les élus CGT ont rappelé l'état alarmant de la recherche publique (RIFSEEP, nombre de postes ouverts en 2016, crédits pour la recherche, CIR...), l' élu SUD s'y est associé et en a profité pour demander, une nouvelle fois, à ce que les CR du CA soient rendus accessibles à l'ensemble des personnels.

Le Ministère de la Recherche répond à une question sur le rapprochement INRA-IRSTEA et aussi IFSTTAR en confirmant que c'est un sujet qui va être travaillé dans les prochains mois, plus en termes de coordination des stratégies scientifiques qu'en termes de rapprochement administratif.

Présentation du document d'orientation (DocDor)

Sa présentation est effectuée par Directeur Général Délégué Scientifique. Il précise que les commentaires faits en séance du précédent CA de juin ont été pris en compte, et l'arrivée du nouveau Président a conduit à d'autres changements.

Intervention de l' élu SUD

Notre syndicat SUD a fait une lecture attentive du document proposé et il tient tout d'abord à saluer l'avant-propos qui a été ajouté par le PDG car celui-ci cadre bien les enjeux auxquels font face l'agriculture et l'alimentation aujourd'hui. Même si nous regrettons certaines tournures de phrase à l'exemple de celle disant que « *la hausse continue de la production agricole a été rendue possible par des démarches d'uniformisation et de simplification des systèmes agricoles* » qui suggère que seule cette voie reposant sur l'emploi massif d'intrants et de pesticides pouvait permettre une hausse de la production agricole, l'analyse présentée dans ce document est très concordante avec les analyses faites par SUD sur la gravité de la situation actuelle et l'ampleur des défis posés à l'agriculture.

Si cette introduction laissait donc augurer des changements conséquents dans le document d'orientation, il s'est avéré en fait que ceux-ci étaient assez limités par rapport à la version proposée par le précédent PDG au mois de mai. Nous n'allons pas reprendre dans le détail tout ce qui ne nous convient pas dans le document présenté car nombre de critiques avaient été déjà formulées lors du précédent CA en juin. En revanche nous allons montrer à travers quelques exemples combien la vision proposée dans ce document nous semble bien éloignée des défis posés.

Tout d'abord, la priorité thématique #Global sur « l'ambition globale d'atteindre la sécurité alimentaire dans un contexte de transitions » reste trop axée sur les quantités produites (ce qu'on appelle « la disponibilité alimentaire »), qui ne représentent qu'une des dimensions de la sécurité alimentaire. Dans cette partie, nous continuons de récuser la phrase sibylline « *c'est un véritable défi que de se préparer à nourrir 10 milliards de personnes d'ici quelques décennies en traitant la malnutrition dans un contexte de ressources dont nous savons aujourd'hui la finitude et qui sont compromises par un dérèglement climatique en cours* ». Tout d'abord, derrière le terme « nourrir », il y a implicitement la notion de quantités produites, qui n'est qu'une dimension de la sécurité alimentaire, nous y reviendrons plus tard. Ensuite, est-ce vraiment un défi pour la France et pour l'INRA de nourrir 10 milliards de personnes ? L'autosuffisance alimentaire des peuples doit être la règle et si la France et l'INRA peuvent contribuer à cela, c'est en apportant leurs compétences aux Etats et aux populations qui en ont besoin pour parvenir à cette autosuffisance. Nous demandons donc que cette phrase soit enlevée du document d'orientation. Plus globalement, la focalisation sur la disponibilité alimentaire apparaît tout autant dans les objectifs et recherches définis dans cette partie. Nous demandons que les propositions de recherche dans cette partie soient rééquilibrées pour inclure, au même titre et au même niveau que la disponibilité alimentaire, les trois autres dimensions de la sécurité alimentaire : l'accès, incluant la pauvreté et les inégalités, qui ne figure pas dans le document sauf partiellement via la thématique de l'accès à la terre ; la régularité, avec la question du nécessaire maintien des agroécosystèmes dans un bon état pour qu'ils continuent d'être en mesure de produire, ce qui nécessite entre autres choses un maintien de la biodiversité et de la qualité des ressources naturelles ; la qualité alimentaire.

Un autre exemple du manque d'ambition du document proposé peut être donné avec ce qui concerne la priorité sur les systèmes agricoles et forestiers face au défi climatique. Dans cette partie, le choix est clairement fait d'accompagner l'agriculture face au défi climatique et presque rien n'est proposé sur ce qui pourrait être réalisé pour diminuer la contribution de l'agriculture dans la production de GES. C'est ainsi que si l'on regarde les objectifs de recherche sur « *La maîtrise de la contribution de l'agriculture et de la forêt à l'effet de serre* », alors que l'on dispose d'ores et déjà de suffisamment de données pour s'intéresser à des questions essentielles telle que celle relative aux émissions de méthane par les élevages bovins, dont tout le monde s'accorde à dire que c'est un processus majeur dans la contribution de l'agriculture aux gaz à effet de serre, rien n'est clairement proposé sur cette question en terme de travaux de recherche sur les modalités qui pourraient permettre de réduire cet impact. De même, nous ne voyons pas non plus d'objectifs de recherche clairement affichés au sujet de la réduction dans l'émission des GES que pourrait générer le changement des pratiques agricoles, par exemple la réduction des intrants, comme les engrais azotés de synthèse, qui contribuent significativement à la production de GES.

Alors bien sûr nous avons fini par trouver un exemple concret de la contribution de l'INRA dans la réduction du CO2 atmosphérique mais cet exemple concret figurait ailleurs que dans ce document

d'orientation. Un autre document nous est en effet proposé dans le cadre de ce Conseil d'Administration concernant la prise de participation de l'INRA dans la startup EnobraQ visant à développer et industrialiser des brevets obtenus dans le cadre du projet Carboeast de Toulouse White Biotechnology, notez les anglicismes des acronymes. Le projet n'hésite pas à s'inscrire dans le contexte de la COP21 pour proposer une levure génétiquement modifiée pour être fixatrice de CO₂, ce qui permettra notamment, je cite, de « fixer et stocker sur le long terme des GES », rien moins que cela. Comme vous le savez tous, il existe depuis des milliards d'années sur terre des organismes capables de faire la même chose, ce sont les organismes photosynthétiques. Sans manipulation génétique, ces organismes fixent chaque année des gigatonnes de CO₂ dans les forêts, les océans et bien d'autres écosystèmes, ce qui est sans commune mesure avec la part de CO₂ qui pourrait être fixée dans les réacteurs à levure génétiquement modifiée, même si ceux-ci étaient très nombreux ! Alors, bien sûr on peut rire de ce genre de projet s'inscrivant soit disant dans le cadre de la COP21, mais nous à SUD, cela nous fait plutôt pleurer car le soutien à de tels projets révèle combien la fascination pour la technologie reste prégnante au sein de notre institut et des choix de sa direction, au détriment de mesures plus profondes sur l'organisation et le fonctionnement de nos systèmes agricoles et alimentaires.

Enfin, à l'heure du chômage de masse et de la désertification de vastes territoires ruraux qui s'accompagne d'une sub-urbanisation croissante des populations, nous regrettons que ne figure nulle part dans ce document la moindre interrogation sur ce que la recherche agronomique pourrait apporter comme éléments de réponse à ces questions, par exemple en favorisant la mise en œuvre de nouveaux systèmes de production, alors que dans le même temps le soutien affiché aux systèmes actuels ne fera, dans les années futures, qu'amplifier ces processus de désertification et de pertes d'emploi dans l'agriculture.

Pour terminer, nous avons donc le sentiment que le contenu de ce document d'orientation n'est pas à la hauteur du constat réalisé en préambule et des défis posés. Comme nous l'avons illustré à travers quelques exemples, les solutions proposées ne sont que des tentatives destinées à tenter de maintenir un système qui est à bout de souffle et pour reprendre une nouvelle fois le grand penseur du 20^{ème} siècle qu'était Francis Blanche, nous reposons la question fondamentale qui est de savoir s'il faut « changer le pansement » comme cela nous est proposé ici ou « penser le changement » comme la situation le demande. Et c'est pourquoi SUD fait la proposition qu'au-delà des trois chantiers de prospectives proposés dans le document, qui sont intéressants mais qui ne feront que s'ajouter aux nombreuses prospectives déjà menées ces dernières années sans fournir de vision et de réponse holistique aux défis posés, nous demandons à ce que soit engagé un Grenelle de la recherche agronomique et de l'agriculture qui associerait dans la réflexion les différents acteurs du secteur dont les agriculteurs et les chercheurs mais aussi les représentants du secteur associatif. Nous sommes prêts à contribuer au montage d'un tel événement qui nous semble être la seule solution susceptible de pouvoir insuffler les changements nécessaires.

Chaque délégation syndicale fait part de ses réflexions sur ce document : bonne méthode de travail pour la CFDT, qui note cependant des faiblesses, par exemple sur l'agriculture urbaine et le manque de lien entre les territoires ; elle réfute le terme « appui » à la recherche et note un délitement de la culture INRA en raison notamment de l'importance des personnels non-permanents. La CGT s'inquiète de l'importance de l'innovation / à la recherche cognitive, et du risque de devenir un Institut technique, avec trop de collaborations avec le privé ; elle critique la coopération internationale menée dans un contexte de négociation TAFTA et autres traités internationaux ; elle ne voit pas de changements positifs dans ce nouveau « docdor ».

Pour le représentant de la Confédération Paysanne (membre du CESE) les modifications ne sont que pour partie réussies, notamment tout ce qui concerne l'agroécologie et l'alimentation saine et durable.

LaFNSEA regrette que l'on mette trop souvent la peur dans les arguments. Les agriculteurs ne sont pas que des « producteurs de minerai », des liens sont à construire avec ce qui suit la production sinon il n'y aura bientôt plus de producteurs.

Les représentants des ministères de tutelle trouvent le document positif. Quant au nouveau représentant de l'environnement (F. Letourneux -UICN *Union internationale pour la conservation de la nature*), il note que c'est un contresens d'insérer la biodiversité dans le chapitre climat...

En réponse aux interventions ciblant l'insuffisance des changements dans le texte, le PDG considère qu'au vu du travail déjà effectué sur ce docdor, on ne pouvait le remettre davantage en question, il précise que le résultat aurait été différent s'il avait participé au début du processus !!!

Au vote : CGT et SUD contre, CFDT s'abstient...

Rectificatif budget

Il n'y a pas de financement des mesures d'augmentation salariale par le Ministère, le financement est donc pris sur les fonds de roulement de l'INRA (normalement à titre exceptionnel) !!!

Au vote : CGT et SUD contre, CFDT s'abstient

Proposition de délégation de pouvoir du CA en faveur du Président

Il s'agit d'un toilettage général de ces délégations qui ne semble pas poser de questions..

Vote adoptée à l'unanimité

Marchés d'hébergement et frais de mission sur les projets Marie Curie

L'élu SUD a indiqué combien ce marché n'était pas efficient car on se retrouve à l'opposé de la localisation choisie et souvent le prix est plus cher que celui que l'on trouve sur Internet ! Il a aussi plaidé pour d'autres aménagements d'un dispositif qui serait à revoir dans sa globalité (accès systématique à une carte de crédit spécifique lors des déplacements...)

Au cours de l'échange qui a suivi, il ressort que tout cela semble très contraint par le cadre réglementaire (?).

Au vote : CGT, CFDT et SUD s'abstiennent

L'INRA est obligé de respecter les engagements avec l'UE concernant le remboursement des frais beaucoup plus favorable pour les missions Marie Curie et Agreen... Si deux agents font la même mission sur des budgets différents, la somme perçue par chacun d'eux sera donc différente !!! En cause toujours le cadre réglementaire (?)

Au Vote : CGT, CFDT et SUD s'abstiennent

Prise de participation dans deux startups

La première sur le microbiote, la seconde sur la levure transgénique

Pour les 2 avis, la décision est remise au CA de décembre suite à de nombreuses remarques négatives, pas uniquement des syndicats.

D'autres votes ont concernés une convention avec la centrale d'achat de l'Etat et l'annulation d'une créance individuelle.